

La « campagne d'impôt sur le revenu » s'ouvre sur fond de malaise et de mécontentement profonds dans les services de la Direction générale des finances publiques

La « campagne d'impôt sur le revenu » a été lancée par François Baroin. Comme chaque année, le Ministre a vanté les évolutions techniques et organisationnelles récentes de l'administration fiscale. Il a même salué l'implication et l'efficacité des agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

C'est bien le moins... Car les agents de la DGFIP se préparent à recevoir et renseigner des millions de contribuables et à saisir les déclarations de revenus dans un contexte où **le malaise a atteint un niveau rarement égalé**.

L'accumulation de plusieurs facteurs explique cette situation particulièrement inquiétante :

- la charge de travail est en augmentation constante : à titre d'exemple, depuis 2002, le nombre de personnes reçues durant la « campagne d'impôt sur le revenu » a cru de 31 % et celui du nombre d'appels téléphoniques de 37 %, il en va de même pour le nombre de dossiers etc,
- le nombre d'emplois est en chute libre dans les services : 2 départs à la retraite sur 3 ne sont pas remplacés à la DGFIP : ainsi, depuis 2003, la DGFIP a perdu 20 000 emplois soit 15 % de ses effectifs,
- dans le même temps, le mode de « management » a exercé une pression toujours plus forte sur les agents, avec une « gestion statistique » (par des indicateurs dits de « performance » quantitatifs et toujours plus contraignants) et des délais toujours plus resserrés, au détriment de la qualité du travail,
- enfin, les opérations de restructurations et réorganisations de services se sont multipliées.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a lancé une campagne au sein de la DGFIP baptisée « On veut respirer ! »¹. Celle-ci concerne tous les agents et tous les services de la DGFIP. Elle est alimentée par de nombreuses expressions (tracts, articles, communiqués...) et témoignages (30 expressions nationales et plus de 200 expressions de nos sections locales à ce jour sur la réalité des services).

Management statistique, empilement des « urgences », hausse de la charge de travail, baisse des moyens, manque de temps, réorganisations incessantes, resserrement du contrôle interne... les agents et les missions de la DGFIP sont sous pression. Et à l'instar de nombreux secteurs professionnels, les mêmes causes produisent les mêmes effets en termes de malaise et de dégradation des conditions de travail. Conséquence : dans la période, dans les services de la DGFIP, la qualité des missions est en danger alors qu'elle doit constituer la priorité.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, n'en déplaise à ceux qui veulent ignorer la réalité et voient des gains de productivité partout, **il faut en finir avec les idées reçues selon lesquelles il y aurait trop de fonctionnaires et pas assez de « réformes » à Bercy**.

Dans les services le malaise est profond et le mécontentement réel. L'inquiétude est grande sur les conditions dans lesquelles vont se dérouler les opérations de la campagne d'impôt sur le revenu (accueil du public, saisie des déclarations...).

« Bercy », ses ministres, le gouvernement et les responsables politiques et administratifs dans leur ensemble ne doivent et ne peuvent désormais plus rester sourds ni dogmatiques dans leurs approches : **des mesures s'imposent en urgence pour améliorer sans délai les conditions de travail qui sont également les conditions d'exercice du service public**.

¹ Voir notre site : http://www.snuisudtresor.fr/agt_adh/actualite/actusynd_respirer.html